

Transcription de l'interview d'Arthur Dreyfuss, Président de la Fédération Française des Télécoms, sur BFM Business dans l'émission « Good Morning Business » le 20 novembre 2019

Christophe Jakubyszyn, Journaliste : Selon vous, pourquoi le Gouvernement lance un report de plusieurs semaines et repousse les enchères à mars 2020 pour l'attribution des fréquences 5G ?

Arthur Dreyfuss, Président FFTélécoms : Il y a manifestement un certain nombre de discussions entre le régulateur le Gouvernement. Ce que je peux vous dire, c'est que les opérateurs sont prêts depuis plusieurs mois. On a multiplié les expérimentations cette dernière année en apprenant à la faire fonctionner. Des expérimentations ont été menées dans les domaines portuaires, aéroportuaires, de transport logistique car c'est une technologie nouvelle qui va apporter un certain nombre d'innovations et nous nous devons d'être prêts pour cela.

Christophe Jakubyszyn : Vous êtes prêts et impatients, est-ce vous dites maintenant au Gouvernement qu'il faut accélérer ?

Arthur Dreyfuss : Nous avons besoin de quelques clarifications avant de pouvoir se lancer. Lorsque l'on voit que la 5G se lance aux États-Unis, en Chine, en Grande-Bretagne, en Suisse et en Corée du Sud, nous n'avons évidemment pas envie que la France soit en retard.

Christophe Jakubyszyn : La France est-elle en train de prendre du retard ?

Arthur Dreyfuss : En tout cas, nous ne sommes pas en avance. Ce retard n'est pas une question de quelques mois, on va le rattraper, mais il ne faut pas tarder comme on a pu le faire par le passé pour certaines technologies.

Christophe Jakubyszyn : Il y a sans doute deux raisons pour lesquelles le Gouvernement hésite : financière et technologique. Pour la deuxième raison évoquée, est-ce qu'il faut comme les américains interdire ce marché à Huawei ?

Arthur Dreyfuss : Il faut de la clarté pour savoir si nous avons le droit d'utiliser tel ou tel équipementier. Nous avons travaillé depuis un an avec le Gouvernement à l'amélioration des conditions de sécurité et des conditions d'autorisation de certains équipements.

Christophe Jakubyszyn : C'est évidemment la crainte du Gouvernement que Huawei utilise son rôle de fournisseurs d'infrastructures et de réseaux pour espionner la France...

Arthur Dreyfuss : Nous sommes aussi au milieu de discussions diplomatiques, économiques et commerciales entre la Chine et les États-Unis. L'Europe n'a à vrai dire pas de vraie position là-dessus.

Christophe Jakubyszyn : Vous avez vu que l'Allemagne est en train de changer d'avis et considère qu'il ne faut pas autoriser l'accès à Huawei ?

Arthur Dreyfuss : Aujourd'hui, vous n'avez pas un seul opérateur français qui a des équipements Huawei dans le cœur de réseau, en revanche, Huawei est très présent en France...

Christophe Jakubyszyn : C'est le cas pour SFR et pour Bouygues je crois...

Arthur Dreyfuss : C'est le cas pour SFR et Bouygues dans les équipements radio mais Huawei est également présent sur l'ensemble du territoire car il y a 5 millions de smartphones Huawei en France.

Christophe Jakubyszyn : Avez-vous besoin de Huawei ou bien vous pouvez vous en passer ?

Arthur Dreyfuss : Les opérateurs ont besoin de savoir avant de dépenser des milliards d'euros en investissement. Lorsque l'on investit, ce n'est pas pour six mois mais sur 10 ans. Nous avons besoin d'une position extrêmement claire sur le sujet. Lorsque les États-Unis prennent une position radicale sur les équipementiers, ils accompagnent les opérateurs qui en pâtissent de manière opérationnelle et financière.

Christophe Jakubyszyn : Vous êtes en train de dire que si le Gouvernement interdit à Huawei d'être présent dans les cœurs de réseaux, vous demandez des compensations financières ?

Arthur Dreyfuss : Si demain un équipementier était interdit, la France prendrait un retard considérable...

Christophe Jakubyszyn : De combien de temps ?

Arthur Dreyfuss : Nécessairement, on prendrait des mois et des années de retard puisque nous sommes aujourd'hui mobilisés sur des investissements colossaux dans la 4G, dans la fibre, demain dans la 5G. En cas de retrait des équipementiers, le retard serait insupportable pour les entreprises, les opérateurs et donc pour les français à la fin.

Christophe Jakubyszyn : L'autre raison est financière, le Gouvernement a envie d'avoir le maximum d'argent de ces enchères. Le régulateur, lui, dit que s'ils demandent trop d'argent aux opérateurs, ceux-ci risquent de moins investir sur le réseau.

Arthur Dreyfuss : Il faut toujours trouver le bon équilibre entre les enchères et les investissements. Les opérateurs investissent à l'heure actuelle 10 milliards d'euros par an, on est donc à la pointe des plus grands chantiers d'infrastructures du pays en déployant de la fibre, de la 4G dans les zones blanches, demain la 5G. Nécessairement, on va devoir garder cette capacité d'investissements si l'on veut continuer à déployer les infrastructures de demain et à faire de la France un leader de l'économie numérique dont les opérateurs sont le moteur ce celle-ci.

Christophe Jakubyszyn : Dernière question, la Direction générale de la concurrence et des fraudes vous a infligé une amende de 3,7 millions d'euros pour des retards de paiement par rapport aux fournisseurs. Avez-vous amélioré cette situation et est-ce vous vous engagez à ce qu'il n'y ait pas de nouvelle amende d'ici un ou deux ans ?

Arthur Dreyfuss : Le contrôle portait sur une période de 2017, période où l'entreprise était en plein plan de départ volontaire, de transformation et de réorganisation. Cette époque est révolue, la situation est désormais réglée et nous avons tenu à le rappeler. Aujourd'hui et comme à l'époque, on a aussi beaucoup de retard de paiement de la part de l'État, beaucoup d'impayés de la part des administrations, des ministères et des collectivités. Je crois que vous recevez chaque jour sur votre antenne des entreprises qui pâtissent des retards de paiements de l'État. Ce que nous disons, c'est que la loi s'applique à tous, aux entreprises mais également à l'administration.